

Le budget

de l'Association des manufacturiers du Québec qui disait, lors de la soirée de présentation du Budget, que vraiment ce budget-là encourageait la PME et qu'il était fier de ces annonces-là.

Ce qui est important également de souligner, c'est que la gestion du gouvernement est une saine gestion. Depuis 1984, je l'ai mentionné au début, on a des surplus d'opération, si on exclut les intérêts sur la dette.

De plus, on vient de supprimer 46 sociétés qui, finalement, aux yeux des citoyens canadiens, ne représentaient rien. On sauve, à ce moment-ci, par la suppression de ces sociétés, 22 millions de dollars par année.

Très souvent, on entend des gens, des commettants de mon comté, dire que le Sénat coûte cher. Vous savez que 22 millions de dollars, c'est environ la moitié du coût du Sénat et après cinq ans, cela totalise 1 milliard de dollars. Ce sont des économies que nous faisons encore et non pas des dépenses.

Naturellement, on a encore diminué, et ce n'est pas la première fois, le salaire du premier ministre et des ministres. Cela peut sembler insignifiant, mais si on avait fait l'inverse, je pense que nous aurions été blâmés. Alors, on a diminué les salaires et c'est un effort louable.

Naturellement, il y aura des sociétés qui seront privatisées et ma collègue de Don Valley-Nord a mentionné l'aide aux enfants. Donc, tout cela permet de dire que nous avons un budget extraordinaire et je suis convaincu qu'il se poursuivra dans les années à venir et qu'il relancera l'économie canadienne.

[Traduction]

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, cet après-midi, le député a qualifié le budget de remarquable et dit qu'il répondait aux besoins de la population. Il a ensuite parlé de la réduction de 1 p. 100 de la surtaxe.

Nous ne devons pas oublier que depuis qu'il est au pouvoir, ce gouvernement a haussé les impôts et taxes 33 fois, dont la TPS.

Le 1 p. 100 dont il parle pour une famille de quatre personnes ayant un revenu de 15 000 \$ correspond à 2 \$ par année. Je ne vois vraiment pas ce qu'il y a de remarquable là-dedans.

Le député estime que le budget répond aux besoins de la population. Je ne peux m'empêcher de lui poser une question. Si le budget répond effectivement aux besoins de la population, comment répond-il aux besoins du million et demi de chômeurs?

[Français]

M. Joncas: Monsieur le Président, lorsque ma collègue, dans sa question, dit que le présent gouvernement a imposé des taxes, entre autres la TPS, il y avait longtemps déjà que ce système de taxation était prévu. Il avait même été discuté lorsque son parti était au pouvoir.

En ce qui concerne la TPS, lorsqu'on l'a implantée, il était clair, dans l'esprit du gouvernement, que dans les années futures, cela nous permettrait de baisser le taux d'imposition du revenu des particuliers.

Très souvent des travailleurs nous disent: Il ne sert à rien de se faire mourir à travailler ou à gagner un peu plus, le gouvernement vient nous le chercher en impôts. On n'a pas le choix, si on gagne plus cher, le gouvernement nous impose davantage. La TPS permet, à ce moment-là, si on baisse les points d'impôt, de décider par nous-mêmes de consommer ou pas, et indirectement de payer des impôts ou pas, ce qui n'est pas le cas avec un impôt sur le revenu. Je crois que l'orientation de cette forme de taxation par la TPS est favorable aux consommateurs qui, de plus en plus, la comprennent.

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, j'entends le député de Matapédia—Matane nous parler du Budget et dire qu'il diminuera le déficit. C'est le comté où je suis né, monsieur le Président, et on y compte actuellement de 30 à 35 p. 100 de chômeurs. On ne trouve rien pour lutter contre le chômage dans ce Budget-là. Ce qui est vrai pour les régions l'est également pour les centres urbains.

La mesure la plus inacceptable, la plus incroyable de ce Budget est sans doute la coupure faite au niveau du logement coopératif. Les coopératives d'habitation sont un lieu d'entrepreneuriat où des gens qui ont des revenus modiques développent une solidarité et ensemble, ils peuvent accéder à la propriété. On retrouve des mesures pour accéder à la propriété pour les gens qui sont à l'aise, mais on coupe entièrement le programme de coopératives d'habitation. C'est une absence complète de préoccupations, alors qu'en même temps, le gouvernement nous dit: On est préoccupés par les enfants, on est préoccupés par les familles les plus démunies et on fait une réforme bureaucratique du système d'allocations familiales. Maintenant, on va vous donner un chèque, mais n'essayez plus de vous en sortir par vous-mêmes. N'essayez plus de développer votre solidarité avec des groupes comme j'en ai dans mon comté, monsieur le Président, la Société populaire d'habitation de Rosemont, les Ateliers